

Fwd: À propos de la décision de suspendre les activités du Centre justice et foi et de la revue Relations



De <redaction@alter.quebec>
À <ronald.cameron.rc@gmail.com>
Date 2024-03-28 10:00



Erik Oland
Provincial des jésuites du Canada,
eoland@jesuits.ca
Peter Bisson, Président par intérim du Conseil d'administration,
Centre justice et foi
pbisson@jesuits.org

Bonjour

Nous avons appris la mise en veille des activités du Centre justice et foi (CJF) et de la revue Relations, et la mise à pied de toute son équipe de travail dans un délai inacceptable. Selon le communiqué officiel émis par le conseil d'administration du CJF, «cet exercice a pour but d'assurer la pérennité de notre importante mission, ancrée dans nos valeurs profondes, c'est-à-dire la justice et la solidarité.» Nous croyons cependant que les méthodes utilisées ne respectent l'esprit de solidarité que la décision du CA prétend suivre.

Interrompre ses activités de cette manière précipitée et unilatérale compromet la crédibilité de l'organisation auprès de partenaires, publics, financiers et autres, ainsi que le lectorat de *Relations*. Nous partageons avec nos collègues d'autres organismes et publications qu'un tel dommage serait susceptible de compromettre pour de bon la pérennité du CJF.

Ensuite, la mise à pied expéditive et sans appel de toute l'équipe de travail, en plus d'être indigne des valeurs du Centre, met également en péril la capacité du CJF à reprendre ses activités. Que le Centre veuille faire une pause est une chose, qu'il fasse payer à son équipe et au public qui le suit en est une autre. Le Journal des Alternatives s'associe à ceux et celles qui sont renversés et choqués par la décision et la méthode retenue.

La revue Relations jouit d'un prestige sans équivoque au Québec depuis 1941. Il est aussi un espace de réflexion indépendante et libre penseur peu commun, dans un paysage médiatique qui lui confère une exceptionnalité. Aussi le travail du Centre au plan du combat contre le racisme systémique et l'islamophobie est un point d'appui dans la montée de l'intolérance.

Nous invitons donc le conseil d'administration à revoir sa décision et ouvrir un dialogue avec ses salarié.es et ses collaborateurs-trices en vue de définir une sortie de crise qui permette à cet héritage démocratique à poursuivre son travail d'éducation citoyenne.

C'est pourquoi nous voulons nous associer à la mobilisation en cours pour que la voix du Centre et de *Relations* puisse être entendue encore dans l'avenir.

Solidairement,

Ronald Cameron
responsable de la rédaction
Journal des Alternatives -- Plateforme altermondialiste